



LES NOTES DE LA FEP

N°14 - Janvier 2020

#POST-URBAIN

#SMART CITIES

#MÉTROPOLISATION

#NUMÉRIQUE

FRANÇOIS JARRIGE

Maître de conférences à l'université de Bourgogne et membre de l'Institut universitaire de France. Il a notamment publié *Technocritiques* (La Découverte, 2016) et, avec Thomas Le Roux, *La Contamination du monde* (Seuil, 2017). Son nouvel ouvrage s'intitule *Face à la puissance. Une histoire des énergies alternatives à l'âge industriel* (avec Alexis Vrignon, La Découverte, 2020).

L'IMPASSE DES SMART CITIES

SÉRIE - SOCIÉTÉS ÉCOLOGIQUES DU POST-URBAIN
coordonnée par Guillaume Faburel
VOLET n°2

par François JARRIGE

La « ville intelligente », traduction française de l'anglais « smart city », a désormais totalement envahi le langage des autorités métropolitaines, remodelé les choix politiques comme les visions de la ville du futur. Derrière cette ville dite « intelligente », il y a d'abord **l'obsession pour les réseaux numériques censés permettre une optimisation des ressources comme des flux d'information et de matière**. L'expression désigne en effet une ville qui développe les technologies de l'information et de la communication (TIC) pour « améliorer » la qualité des services urbains ou réduire ses coûts.

Comme l'explique un rapport officiel rédigé par un élu ardent promoteur de la « république numérique », « il s'agit de construire une ville collaborative, contributive, disruptive, inclusive, créative »¹. La « ville intelligente », désormais omniprésente dans la presse comme dans d'innombrables espaces de pouvoir, désigne un mode de développement urbain censé être plus résilient. Il s'agit d'affronter les immenses défis écologiques et sociaux en développant des outils de gestion des infrastructures communicantes afin d'étendre l'automatisation et ainsi améliorer la qualité de vie des citoyens, dans le respect de l'environnement. Censés offrir des réponses technologiques et numériques aux défis environnementaux du présent, la *smart city* devient peu à peu une grande idéologie, promue par d'innombrables experts et publicitaires, soutenue par les grands groupes industriels et les pouvoirs publics, vantés dans les médias et – depuis 2010 – dans un grand événement annuel appelé le « Smart City World Congress ».

Pourtant, au-delà des promesses sans cesse répétées, **les réalisations semblent au contraire accélérer les dynamiques inégalitaires et anti-écologiques des métropoles futuristes**. Surtout, avec la *smart city*, une nouvelle étape est franchie dans le brouillage du langage, dans la gestion automatisée de nos vies, et dans la relance du projet de modernisation productiviste de l'urbain.



Pour aller plus loin

Déjà paru dans la série

- Guillaume Faburel, «De la métropolisation... au post-urbain», *Les Notes de la FEP*, décembre 2019.

Publications récentes des auteur-es de la série « sociétés écologiques du post-urbain »

- Guillaume Faburel, *Les métropoles barbares. Démondialiser la ville, désurbaniser la terre, Le passager clandestin*, collection Essais, 2018 (réédition augmentée 2019, collection Poche)
- Mathilde Girault, *Professionnalités de l'urbain et crises écologiques*, Thèse de Doctorat en Géographie et Aménagement, Université Lyon 2, 2019
- François Jarrige, *Technocritiques. Du refus des machines à la contestation des technosciences*, Paris, La Découverte, 2016
- Cyrille Weiner, Christophe Laurens, Jade Lindgaard, Patrick Bouchain, *Notre-Dames-Landes ou Le métier de vivre*, Paris, Loco, 2018
- Thierry Paquot, *Désastres urbains. Les villes meurent aussi*, Paris, La Découverte, 2015 (réédition augmentée 2019, collection Poche)
- Hélène Reigner, Thierry Brenac, Frédérique Hernandez, *Nouvelles idéologies urbaines, Dictionnaire critique de la ville mobile, verte et sûre*, Presses Universitaires de Rennes, 2013
- Chris Younès, Roberto D'Arienzo (ed.), *Synergies urbaines : pour un métabolisme collectif des villes*, Métis-Presses, 2018

GÉNÉALOGIE D'UNE UTOPIE NUMÉRIQUE

Les projets de « ville intelligente » reposent sur la collecte massive des données numériques en vue de rendre plus efficaces les installations publiques, les transports en commun, l'énergie et autres réseaux urbains. Mais il ne faut pas se tromper sur ce que signifie ici « l'intelligence ». Comme le note Michel Blay dans un petit livre lucide, le mot est de plus en plus employé pour désigner des objets high-tech, des voitures, des maisons ou des villes – il « *doit être entendu en son sens anglais de «renseignement» – comme dans «intelligence service» – c'est-à-dire au sens d'informations qui circulent, ce qui est bien différent de l'intelligence sous ses divers aspects ouvrant l'ensemble des facultés humaines* »².

Depuis une dizaine d'année la *smart city* s'est imposée comme un nouveau fétiche qui fascine et ne cesse d'être promue comme une solution pour répondre aux immenses défis du changement climatique, de l'explosion des déchets et des crises sociales, en augmentant la surveillance des habitants et des flux de matières sur lesquels repose le fonctionnement des villes. De nombreux universitaires, chercheurs, et cabinets privés se mettent sur ce créneau et travaillent non pas à comprendre ce que regroupe ce label mais à le développer et le légitimer alors que les autorités publiques et les industriels font de la *smart city* l'avenir de l'urbain. C'est le cas notamment du LabEx « Intelligences des mondes urbains » à Lyon. Officiellement il s'agit donc de rendre la ville plus « conviviale » et plus écologique, d'inaugurer le volet métropolitain des multiples promesses numériques qui fleurissent partout. Pourtant comme le remarquait l'historien et ingénieur Antoine Picon dans l'un des premiers livres consacré au sujet, la « ville intelligente » souffre d'un déficit de réflexion critique alors même que cette étiquette commence à bouleverser notre environnement³.

Depuis les années 1980, le concept anglophone de *smart city* ne cesse de faire des émules à travers le monde, notamment dans les grandes métropoles d'envergure planétaire qui accompagnent la mondialisation. **Mais les projets de « ville intelligente » sont d'abord le fruit d'une stratégie de reconquête de nouveaux marchés mis en place par la firme IBM au cours des années 1990.** Souhaitant relever ses profits dans une période de récession, la multinationale a en effet identifié les villes comme un immense marché potentiel à investir. **Ce n'est qu'en 2005 que le terme de *smart city* fait réellement son apparition. Utilisé par Bill Clinton à l'occasion d'un « défi » lancé par sa fondation philanthropique au géant du numérique Cisco,** l'ancien président des États-Unis invitait l'entreprise à développer des plans de décongestion des villes permettant de diminuer les émissions de CO₂ tout en économisant du temps et de l'argent. L'entreprise lance alors une série de recherches sur le sujet dont elle commence à commercialiser les résultats en 2010. En 2008, IBM lance de son côté une initiative dite « Smarter Cities » pour accompagner le mouvement alors que les villes intelligentes apparaissent de plus en plus comme un immense marché en devenir⁴.



Les smart cities sont donc une invention marketing de groupes privés cherchant des débouchés pour maintenir leurs profits. Le marché des « villes intelligentes » est en effet gigantesque, selon le rapport du cabinet Grand View Research, il devrait atteindre 1 400 milliards de dollars d'ici à 2020. On comprend dès lors l'intérêt des grandes entreprises du numérique et du bâtiment. Les Etats et les collectivités locales, largement fascinés par les promesses publicitaires, ne tardent pas à leur emboîter le pas.

En France, les autorités ne tardent pas à vanter les smart cities dans lesquelles elle voit une réponse à leur impuissance et une occasion de moderniser les villes. L'expression s'étend surtout à partir de 2016 lorsque plusieurs rapports officiels sont publiés sur le sujet. Le « commissariat général au développement durable (CGDD) » publie ainsi une étude intitulée « Villes intelligentes, smart, agiles, enjeux et stratégies de collectivités françaises » qui conclut – dans une novlangue très caractéristique – que les smart cities offrent « une opportunité de développement économique local (attractivité, diversification vers de nouvelles filières, relance économique, internationalisation) » et « une approche plus servicielle, d'optimisation des réseaux urbains pour une ville facile, fluide, à haute qualité de vie et accessible pour tous (habitants, travailleurs, touristes) »⁵.

1. Luc Belot, « De la Smart City au territoire d'intelligence(-s). L'avenir de la smart city », *rapport au Premier ministre*, avril 2017, p. 8.

2. Michel Blay, *Penser ou cliquer. Comment ne pas devenir des somnambules ?*, CNRS éditions, 2016.

3. Antoine Picon, *Smart cities. Théorie et critique d'un idéal auto-réalisateur*, collection Actualités, Paris, éditions B2, 2013 ; voir aussi le dossier « Villes numériques, villes intelligentes ? », *Urbanisme*, n° 394, Automne 2014.

4. Francis Pisani, « Mais d'où vient cette idée bizarre de «ville intelligente»? », *La tribune*, 16/01/2015 ; Anthony Townsend, *Smart Cities: Big Data, Civic Hackers, and the Quest for a New Utopia*, New York, W.W. Norton, 2013.

5. Fanny Bertossi, Anne Charreyron Perchet, « Villes intelligentes, «smart», agiles, Enjeux et stratégies de collectivités françaises », *Commissariat Général au Développement Durable*, mars 2016.

6. Jean-Michel Dumay, « La France abandonne ses villes moyennes », *Le Monde diplomatique*, mai 2018.

7. Sibylle Vincendon, « A Songdo, en Corée, une ville «techno» au cordeau », *Libération*, 9 juin 2017.

8. Sylvie Fauchoux, «La Chine : leader dans les Smarts Cities ? » : <http://sylviefauchoux.fr/la-chine-leader-dans-les-smarts-cities/>

MÉTROPOLES GLOBALES EN CONCURRENCE

Cette fascination pour les « villes intelligentes » s'inscrit parfaitement dans l'imaginaire néolibéral et concurrentiel qui caractérise les politiques urbaines contemporaines : soutien aux grandes métropoles et aux grands pôles d'excellence, abandon des villes moyennes et des campagnes dites périphériques⁶. Les projets de « villes intelligentes » et les discours qui les accompagnent s'inscrivent dans la continuité des politiques urbaines qui depuis le XIXe siècle ne cessent de chercher à moderniser et à faire grossir les villes. Elles témoignent aussi de la concurrence délétaire à laquelle se livrent les villes, et reflète parfaitement la fascination débridée et excessivement naïve pour les nouvelles technologies.

Certaines « villes intelligentes » sortent effectivement de terres comme la fameuse ville nouvelle de Songdo en Corée du Sud, présentée comme un modèle de ville durable et écologique, et une vitrine pour les métropoles du monde, même si les habitants semblent hésiter à s'y installer⁷. Selon une experte enthousiaste, il y aurait déjà en 2019 plus de 1 000 smart cities construites ou en cours de développement, l'Asie serait en pointe avec plus de 500 projets en Chine et une centaine en Inde, contre une quarantaine en Amérique du Nord, 90 en Europe et 15 au Japon⁸. Les smart cities sont en effet largement soutenus par les politiques modernisatrices autoritaires du gouvernement chinois qui en fait une priorité nationale avec des projets futuristes grandioses qui annoncent des enfers urbains numériques à une échelle encore insoupçonnée. Le marché chinois des smart cities s'élevait en 2018 à 21 milliards de dollars avec un taux de croissance de 19 % par an. La smart city vise une gestion automatisée de la ville au



moyen de l'Internet, des objets connectés et des technologies basées sur l'intelligence artificielle (reconnaissance faciale en particulier), autant d'outils vantés comme les seuls à même de gérer les problèmes rencontrés par les villes contemporaines : pollution, gestion des déchets, flux de transports, de personnes ou d'énergie, etc.

L'omniprésence des discours autour des *smart cities* ne peut se comprendre que dans le contexte de compétition forcenée entre nations et métropoles, alors que l'urbain continue de s'étendre à marche forcée. Il faut rappeler que la Chine, l'Inde, l'Afrique et le Moyen-Orient ont besoin de créer des villes nouvelles pour accueillir les centaines de millions de ruraux qui seront forcés à quitter les campagnes dans les prochaines années. Les grands groupes du bâtiment et du numérique offrent leurs solutions high-tech pour résoudre le problème.

Même si les « villes intelligentes » relèvent encore pour l'essentiel du projet et de la prophétie, de nombreuses expériences et applications voient le jour et il ne se passe pas un jour sans que des annonces fracassantes n'aient lieu. À Singapour, un système de caméras suit déjà le déplacement des populations, la propreté des espaces publics, et même le trafic des véhicules, tous les actes jugés déviants sont ainsi potentiellement repérés. À Dubaï, 50 services « intelligents » ont été lancés via l'introduction d'une application numérique qui gère aussi bien les contraventions adressées aux conducteurs pris en flagrant délit par les caméras que les factures d'électricité. Les Etats-Unis sont évidemment en pointe dans ce processus et en 2016, Denver et le fabricant électronique Panasonic ont annoncé un partenariat afin de transformer une partie de la ville du Colorado en *smart city*. Cela passe par la transformation de la région autour de l'aéroport en hub technologique, avec optimisation de la consommation d'eau et d'énergie, analyse en temps réel du trafic routier et piéton, mais aussi déploiement de la télémédecine et de l'identification biométrique.

QUAND LES VIEILLES MÉTROPOLES DEVIENNENT INTELLIGENTES

A côté de ces villes neuves conçues autour de la collecte des données, les vieilles métropoles tentent de s'adapter pour ne pas être à la traîne ! Il faut là comme partout ailleurs être moderne et l'afficher... En France, Lyon a été la première grande ville à se lancer, dès 2008, dans l'expérimentation et la construction d'un grand quartier dit « intelligent », et « durable », sur une ancienne friche industrielle de 150 hectares. A côté de Nantes, Lille, Montpellier ou même Issy-les-Moulineaux, une petite capitale régionale comme Dijon annonce aussi la création d'un « smart métropole » 3.0, dont le poste de commandement a officiellement été inauguré en avril 2019⁹. L'exemple dijonnais est assez représentatif d'un modèle général : la ville et ses notables craignant d'être dépassés dans la course à la métropolisation, coincés entre Paris et Lyon, se présentent comme étant à la pointe et vantent leurs projets de *smart city* en mettant en avant la démocratie, le partage, l'écologie, la transition :

9. « Voyage en cybernétique : l'inauguration du projet de Smart city dijonnaise », *lundimatin#189*, le 29 avril 2019.



« La création de «Dijon métropole intelligente et connectée» est d'abord une démarche collaborative, peut-on ainsi lire sur le site de la mairie. Cette métropole intelligente s'élabore grâce à la réunion des idées et des forces créatives des habitants des 24 communes et de l'ensemble des acteurs du territoire. Cette dimension humaine, collaborative et ouverte, est au cœur du projet dijonnais. Dans cette démarche partagée d'innovation territoriale, la technologie numérique se met au service de l'humain, et non l'inverse. En tirant pleinement partie de la révolution numérique, ce projet de métropole intelligente et connectée permettra de co-construire des services innovants, de faciliter le quotidien des citoyens et des entreprises, d'améliorer le cadre de vie, de développer le mieux-vivre ensemble et de faire progresser la transition écologique. La métropole intelligente de demain, ce sont d'abord les habitants qui la font »¹⁰.

La ville de Dijon comme beaucoup d'autres a donc attribué en 2017 à un groupement composé de Bouygues, Citelum (filiale d'EDF), SUEZ et l'entreprise de service numérique Capgemini, la réalisation et la gestion pendant 12 ans du poste de pilotage connecté des équipements de l'espace public des 24 communes de la métropole. D'un coût estimé à plus de 100 millions d'euros, somme qui devrait officiellement être rentabilisée par les économies d'énergies attendues, et par la vente des données récoltées aux entreprises numériques. Celui qui est d'ailleurs en charge du projet dans la métropole bourguignonne, conseiller municipal depuis 2014 et conseiller de la communauté d'agglomération, est également depuis janvier 2015 « délégué à l'innovation territoriale » du Groupe La Poste, où il exerce des « fonctions de management et de dirigeant opérationnel ». Après avoir travaillé sur la transformation numérique de l'entreprise, il applique ses compétences à la numérisation accélérée de la ville et de ses habitants. Comme souvent, les sciences sociales sont rapidement embarquées dans la légitimation de ce projet, puisqu'une chaire « Smart City et Gouvernance de la donnée » voit parallèlement le jour au sein de l'Université de Bourgogne à Dijon, avec des financements de la métropole et des entreprises impliquées dans le projet. Les enjeux marketing sont tels qu'aucune critique n'est envisageable, au mieux il s'agit d'accompagner et justifier le processus, notamment en créant des filières de formation d'experts en *smart cities* afin d'accélérer la transformation numérique de la ville.

Concrètement, l'objectif est donc de centraliser la surveillance et le commandement en réunissant le PC sécurité, le centre de la police municipale, le centre de supervision urbaine, le PC circulation, le service d'e-administration dit « Allô Mairie » et le PC neige en un seul et même poste de commandement connecté rassemblant toutes les données récupérées, notamment par les futurs capteurs, qui restent encore pour la plupart à installer. **Pourtant, le fonctionnement reste pour le moins opaque, et beaucoup demeurent sceptiques sur les véritables gains – autres que publicitaires et en termes d'image – qu'apportera ce type d'équipements extrêmement coûteux**¹¹. Face à

10. <https://www.metropole-dijon.fr/Les-grands-projets/ONDijon-metropole-connectee>

11. Franck Gintrand, « Vous n'en avez pas marre... de la smart city ? », *Chroniques d'architecture*, 11 juin 2019.



ceux qui pensent d'abord la ville comme le résultat d'une fabrique ordinaire par les habitants et les relations sociales de voisinages, la métropole pense d'en haut selon une conception verticale et élitiste.

SILENCE ET NON-DITS

Pour ses promoteurs comme pour les experts qui investissent ce créneau juteux – à l'image du prospectiviste Jérémy Rifkin – la *smart city* est déjà décrite comme inéluctable, comme une évidence, comme le sens de l'histoire, il n'y aurait plus qu'à réfléchir aux meilleurs moyens de l'installer et de s'y adapter au plus vite¹². Pourtant au-delà des discours qui sonnent souvent creux sur l'automatisation sociale, ou sur le pilotage en temps réel, **l'enjeu est d'abord de savoir qui pilote et qui contrôle, ce qui conduit à des questions inévitablement politiques**¹³.

Au-delà des discours de propagande, **les villes intelligentes se heurtent à une série d'écueils et de limites**. Il faut rappeler – une fois de plus - que **les smart cities comme le monde numérique dont elles dépendent ont un lourd impact sur l'environnement alors que les TIC consomment déjà davantage d'énergie que le transport aérien**. Ces villes dites intelligentes seront par ailleurs plus vulnérables à l'égard du terrorisme et des cybers attaques qui menacent de désorganiser l'ensemble des services urbains.

Par ailleurs, les « villes intelligentes » seront d'abord celles qui l'emportent dans la mondialisation, donc **loin de supprimer les inégalités elles les aggraveront en laissant de côté les immenses villes industrielles du sud où s'entassent les prolétaires modernes et les bidonvilles, comme les cités du Nord, victimes de la délocalisation de leurs activités**. La « ville intelligente » sera de plus en plus invivable pour tous ceux qui refusent encore de se soumettre aux stimuli numériques, que deviendront les pauvres hères non dotés de smartphone dans ce monde futuriste ? **La « ville intelligente » véhicule par ailleurs une série d'idéaux et de visions du monde implicites, dissimulées derrière une rhétorique modernisatrice : acceptation de l'intrusion croissante dans la vie privée, oubli de l'histoire et des êtres vivants au profit d'une fascination pour le présent perpétuel et les algorithmes**.

Les « villes intelligentes » sont par ailleurs associées à d'autres grands projets et à des visions politiques et financières, elles sont liées à l'équipement croissant des populations en smartphone ou aux réseaux « intelligents » comme les compteurs Linky pourtant abondamment contestés. Au fond, les « villes intelligentes » sont le nom des nouvelles infrastructures censées moderniser les plus grandes métropoles pour les adapter à la concurrence globale et à la frénésie numérique. Elles sont l'aboutissement d'un projet totalitaire qui se construit peu à peu, jusqu'à nous envelopper progressivement dans tous nos lieux de vie et nos espaces intimes¹⁴.

Aux yeux des organisateurs des *Big Brother Awards*, les *smart*

12. J. Rifkin, *Le New Deal Vert mondial*, Paris, Les liens qui Libèrent, 2019, p. 228 et suivantes.

13. Groupe Marcuse, *La liberté dans le Coma. Essai sur l'identification électronique et les motifs de s'y opposer*, Editions la Lenteur, 2013, nouvelle édition en 2019 ; *Le Monde en pièces. Pour une critique de la gestion. 2. Informatiser*, Editions la lenteur, 2019.

14. Eric Sadin, *La silicolonisation du monde : L'irrésistible expansion du libéralisme numérique*, L'échappée, 2016



cities constituent d'ailleurs une réelle violation de la vie privée des citoyens. D'après eux, « *presque toutes ces données sont recueillies et utilisées sans que personne ne leur ait donné la permission. De plus, il est pratiquement impossible d'autoriser ceci, étant donné qu'il n'est pas clair de quelles données il s'agit exactement. Il est également difficile de savoir à quelles fins les données sont recueillies et utilisées. Les autorités locales énumèrent toutes sortes d'objectifs pour leurs initiatives de «villes intelligentes»: la publicité, le tourisme, la durabilité, la mobilité, le développement urbain ou la sécurité. Toutefois, il est difficile de savoir à quelles fins les informations seront finalement utilisées* »¹⁵.

Au nom d'une écologie high-tech et technocratique s'installe peu à peu une surveillance totale. Pour permettre le suivi continu des flux urbains, des outils de mesure sont déployés aux endroits stratégiques de la ville et d'immenses quantités de données sont collectées. En Chine, la *smart city* et sa promotion sont d'ailleurs indissociables du modèle de « Social Credit System », qui vise à attribuer une note, des sanctions ou divers avantages aux citoyens selon des critères comme les opinions politiques, les comportements dans l'espace public et sur l'Internet, les centres d'intérêt, etc...

L'écologie devient clairement le faux nez d'un projet politique de contrôle social, même si dans les pays européens les autorités promettent d'accompagner le processus de règles juridiques et/ou éthique et si la protection des données personnelles est promise. En Europe, Copenhague est passée maîtresse en matière d'exploitation des données des usagers de la ville, avec l'écologie comme justification. Par le « Greater Copenhagen Smart Solutions » et son « Street Lab », le numérique y sert à détecter le degré d'humidité dans les plantes ou à mesurer la qualité de l'air en ville, mais aussi à gérer intelligemment les déchets, à optimiser l'usage des parkings... tout en contrôlant les comportements censés en découler. **Au nom de l'écologie et du partage s'édifie peu à peu le monde invivable de la surveillance algorithmique totale.**

LES SMART CITIES, ENTRE COURSE À L'ABÎME ET RÊVES CYBERNÉTIQUES

Les *smart cities* sont donc au cœur de quelques-uns des enjeux décisifs du présent. **Elles illustrent la prépondérance des intérêts d'entreprises privées largement prédatrices ; le triomphe du marketing creux et du langage publicitaire déconnecté du réel ; l'obsession de la puissance et l'imaginaire concurrentiel des édiles locaux ; la surveillance généralisée et les nouvelles formes de contrôle social.** Evidemment, les projets de *smart city* s'installent en jouant sur l'imaginaire de l'horizontalité et de la démocratie puisqu'elles sont promues comme des outils pour créer de nouvelles logiques de co-construction citoyennes de la ville. Elles importent dans le champ de l'urbain les logiques en réseau de l'économie collaborative. Mais de quelle démocratie s'agit-il ? Les habitants seront sans nul doute mis à contribution pour fluidifier les flux, donner leur avis sur la couleur des murs ou l'emplacement des parkings, mais ce sont bien les logiques

15. <https://bigbrotherawards.be/fr/>

16. Tomjo, « Cités idéales et villes intelligentes », in coll., *Chroniques du désert - Le désert Urbain*, Caen, Grevis, 2019, p. 108-122.



verticales qui s'imposeront toujours plus en matière de choix d'investissement et d'équipement¹⁶.

La « ville intelligente » est dominée par les enjeux économiques et l'obsession pour la croissance. On voit mal dès lors comment elle pourrait aider à construire une ville vivable et capable de répondre aux défis sociaux et écologiques contemporains. **Au-delà des villes, les campagnes sont d'ailleurs sommées à leur tour de devenir « intelligente »** et dans leurs bureaux climatisés des technocrates multiplient désormais les projets de « smart ruralité » qui séduisent parfois des élus locaux dépassés. Les campagnes ont toujours été considérées sous l'angle d'un retard à rattraper en prenant modèle sur la ville. **Cette « smart ruralité » en devenir devrait permettre d'achever l'intégration des campagnes dans l'ordre techniciste, capitaliste et déterritorialisé** qu'incarne la *smart city*, sous couvert de favoriser l'ancrage locale et le lien social.

Mais avec ces nouveaux lieux censés devenir intelligents – au passage il faut noter le mépris infini pour les ruraux et les urbains du passé renvoyés à leur bêtise - ne s'agit-il pas d'abord de ramener le développement urbain aux seules valeurs économiques et de le soumettre lui-aussi aux illusions et promesses technologiques ? **La « ville intelligente » pourrait apparaître au contraire comme l'antithèse de la ville réellement écologique: une ville ramenée à une taille humaine au lieu de poursuivre sa course au gigantisme ; une ville qui restaurerait une riche sociabilité de quartier, qui organiserait la décroissance des consommations matérielles, des déchets, comme des mobilités¹⁷.** Comme la totalité des promesses numériques, **les projets de smart cities apparaissent en définitive comme un dérivatif qui nous empêche de penser aux mesures urgentes qu'il faudrait prendre pour réinventer nos infrastructures matérielles dans un sens réellement écologique.**

17. Guillaume Faburel, *Les métropoles barbares. Démondialiser la ville, désurbaniser la terre*, Lyon, le Passager clandestin, 2018, p. 70 et suivantes.

